

Critères d'attribution des fonds sociaux

Considérant les données INSEE suivantes :

Revenu disponible correspondant au seuil de pauvreté selon le type de ménage en 2015 en euros

Type de ménage	Seuil à 60 %	Seuil à 50 %
Personnes seules	1 015	846
Familles monoparentales		
Un enfant de moins de 14 ans	1 320	1 100
Un enfant de 14 ans ou plus	1 523	1 269
Couples		
Sans enfant	1 523	1 269
Un enfant de moins de 14 ans	1 827	1 523
Un enfant de 14 ans ou plus	2 030	1 692
Deux enfants de moins de 14 ans	2 132	1 777
Deux enfants, dont un de moins de 14 ans	2 335	1 946
Deux enfants de plus de 14 ans	2 538	2 115

Note : revenu mensuel.

Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : CCMSA ; Cnaf ; Cnav ; DGFIP ; Insee, ERFS.

Le Conseil d'Administration du collège décide de fixer les seuils et modalités d'attribution du fonds social suivants :

A la demande d'un responsable de l'élève ou sur un signalement d'un personnel, la commission convoquée par le chef d'établissement peut attribuer dans la limite des fonds sociaux disponibles dans l'année scolaire, une aide forfaitaire pour chaque enfant scolarisé dans l'établissement pour un même foyer fiscal sur les bases suivantes :

Pour les frais de demi-pension

en euros, sur étude du revenu ou quotient CAF / MSA, de l'avis d'imposition ou de pièces justifiant le revenu

Type de ménage	Seuil	Taux maximum de prise en charge de la créance constatée
Familles monoparentales		
Un enfant à charge	1 523	jusqu'à 100%
Par enfant supplémentaire	508	jusqu'à 100%
Couples		
Un enfant à charge	2 030	jusqu'à 100%
Deux enfants de plus de 14 ans	2 538	jusqu'à 100%
A partir de trois enfants à charge		
Par enfant supplémentaire	508	jusqu'à 100%

Foyer dont le surendettement est reconnu par la commission de surendettement :

La commission fonds social peut accorder jusqu'à 100% de la créance sur justification de la reconnaissance de surendettement.

Foyer au-delà des seuils et demandes hors restauration :

Le demandeur doit apporter les justificatifs de sa situation afin de permettre à la commission de statuer :

Il peut ainsi fournir, sans que cette liste ne soit exhaustive :

Les justificatifs de séparations, perte d'emploi, accident du travail...

La commission examine la situation de la famille au regard des seuils énoncés ci-dessus et peut octroyer dans la limite des crédits disponibles une aide sur les fonds sociaux ou la caisse de solidarité dans les mêmes conditions que les fonds sociaux.

Au-delà des seuils énoncés, la commission établira le reste à charge de la famille en tenant compte des éléments communiqués. Elle pourra refuser la prise en charge si elle juge les éléments transmis insuffisants ou si la situation de la famille est trop éloignée des critères.